

BIBLIOGRAPHIE

Valérie THEIS, *Le Gouvernement pontifical du Comtat Venaissin, vers 1270 - vers 1350*, Rome, École française de Rome, 2012 (Collection de l'École française de Rome - 464), 822 p.

Cet ouvrage, qui est la reprise d'une thèse soutenue en 2005, vise à comprendre comment le Comtat Venaissin s'est constitué à partir de la domination pontificale (1274) jusqu'à l'achat de la ville d'Avignon en 1348.

Dès l'abord, une évaluation des sources documentaires justifie une première chronologie, en soulignant comment la période qui commence en 1316, date de l'élection de Jean XXII, a pu être décisive. Sous la conduite d'une Chambre apostolique en plein renouveau, s'est impulsée une nouvelle culture administrative, marquée par la multiplication des écrits et une manière différente de les rédiger. L'attention accrue portée alors aux archives indique que ces documents commencent à être envisagés comme de véritables outils de gouvernement.

C'est le traité de Paris, en 1229, qui a préparé l'arrivée des papes au Comtat. Après 1274, et la prise de possession du Venaissin, les essais divers dans le choix des recteurs montrent des hésitations dans la méthode de gestion du territoire qui mettent en évidence les moyens limités de la papauté au début de la période ainsi que les difficultés qu'elle a pu rencontrer. Si le pontificat de Clément V met en place des conditions de gouvernement plus favorables, c'est bien l'avènement de Jean XXII qui permet l'affirmation du pouvoir pontifical par une politique de centralisation et d'expansion. Benoît XII et Clément VI ont persévéré dans la volonté d'accroissement du territoire tout en autorisant un fonctionnement plus éclaté de l'administration.

Dans sa deuxième partie, V. Theis examine les pratiques d'usage du territoire selon les acteurs. On constate une sédentarisation, postérieurement aux pratiques d'itinérance pontificales du XIII^e siècle. Après 1316, les papes choisissent Avignon comme lieu de résidence. Certes, Jean XXII construit avec son palais de Pont-de-Sorgues un lieu alternatif de pouvoir, mais, à la fin de la période, l'édification par Clément VI des palais Neuf et de Villeneuve montre combien l'ancrage de l'institution pontificale devient alors solide. On assiste également à une rationalisation de l'organisation administrative du Comtat avec une meilleure répartition des officiers. L'analyse des livres de compte porte à constater l'uniformisation des pratiques de gouvernement parallèlement à celle des représentations du territoire chez les officiers pontificaux.

Ceux-ci peuvent être distingués en plusieurs catégories. En haut de la hiérarchie et garants de la continuité du gouvernement, les recteurs, sénéchaux et trésoriers ont

un profil socio-familial comptant souvent plus que leurs compétences. À l'opposé, les officiers de justice forment un groupe peu nombreux et fortement homogène de juristes. Les officiers locaux, essentiels pour l'affirmation de l'administration pontificale, sont recrutés parmi la noblesse (bayles et viguiers) ou dans une petite élite locale (clavaires faiblement rémunérés). Ils apparaissent finalement en marge. À l'exception des hautes fonctions, ces officiers se caractérisent par une mobilité ascendante réduite. Le système, stable, suscite en outre une certaine solidarité de corps, *via* notamment les pratiques de contrôle.

Les importants moyens financiers nécessaires pour assurer la pérennité de cet encadrement confirment l'intérêt économique du Comtat pour les papes. En moyenne, ces derniers peuvent compter sur 5 000 florins annuels, ce qui est supérieur à ce que rapportent les autres États de l'Église. Malgré une baisse continue de l'ensemble des revenus durant la période étudiée, le dynamisme du Comtat a assuré des périodes de croissance importante. La part essentielle des péages révèle l'ampleur de l'impact pontifical. Non seulement la papauté intervient de façon normative, mais encore elle joue le rôle d'acheteur et d'employeur dans le territoire.

V. Theis s'interroge enfin sur la façon dont les confrontations entre le pouvoir pontifical et les autres pouvoirs du Comtat ont permis de tisser des liens entre le pape, la population comtadine et le territoire. Jusque dans les premières années du XIV^e s., les évêques du Comtat ont résisté efficacement aux officiers pontificaux s'efforçant de rogner leurs prérogatives seigneuriales, mais, par la suite, la domination pontificale les a affaiblis. Un transfert sociologique du monde épiscopal vers le monde curial s'est produit. Le diocèse d'Avignon est entré sous contrôle direct des papes. L'intrusion dans les chapitres cathédraux des hommes du pape a débouché sur un renouveau social. Ainsi, la politique de la papauté a pu régler les tensions à partir du moment où les pontifes ont choisi d'agir comme chefs de l'Église plutôt que comme seigneurs.

Le pouvoir économique pontifical s'est révélé aussi comme un précieux outil de maîtrise et d'affaiblissement de la noblesse. Si, d'abord, l'hommage exigé aux vassaux a représenté une procédure souvent appliquée, cela fut beaucoup moins vrai au XIV^e s. À ce moment-là, les problèmes financiers récurrents des familles nobles ont servi les intérêts des pontifes. Quant aux *universitates*, sans les remettre en cause, la papauté sut les contrôler tout en les court-circuitant par la création du parlement du Comtat, « nouvel espace politique » où un contact direct entre la papauté et la population pouvait se réaliser.

Le succès de la domination pontificale sur le Comtat n'était pas forcément prévisible. Il est indissociable de l'action de la Chambre apostolique. Son rôle de gestion et de contrôle est complémentaire du pouvoir décisionnaire du pape. On peut probablement parler ici de la constitution d'un État administratif, au sens où l'entend M. Foucault pour le XV^e s. Cette gestion efficace du Comtat Venaissin va devenir un modèle pour la reprise en main des autres États de l'Église.

À l'appui de ses démonstrations, V. Theis fournit 18 cartes, 26 graphiques, un schéma et 22 tableaux. Malheureusement, certains de ces graphiques ont pâti du format de l'édition et sont très difficilement lisibles (n° 17-18, p. 443-444, ou 24, p. 481).

Les annexes comprennent une liste des recteurs du Comtat pendant la période étudiée, suivie d'un tableau des officiers pontificaux entre 1317 et 1352, ainsi que la transcription des statuts du Comtat de 1275-1276 (selon un *vidimus* de 1321) et

de 1338. Un index des noms de lieux et de personnes se trouve à la fin de l'ouvrage (à noter que l'une des références consacrées à Pierre d'Artis concerne apparemment un autre personnage homonyme, à moins qu'il n'y ait purement et simplement une erreur p. 513).

Même si les bornes chronologiques choisies s'imposaient, elles sont quelque peu trompeuses car les contraintes documentaires ne rendent pas possible un traitement égal entre la période précédant l'accession de Jean XXII au siège apostolique et la suite. D'où, sans doute, un déséquilibre dans l'étude de ces deux périodes mais, aussi, l'impression nette que c'est en 1316 que le gouvernement pontifical du Comtat prend véritablement forme. La richesse de ce travail est évidente, l'étude de la Chambre apostolique au début du pontificat de Jean XXII constituant même quasiment une thèse sous-jacente, avec l'examen de son personnel et de ses pratiques. Plus largement, ce livre renouvelle profondément les ouvrages sur le Comtat de C. Faure ou J. Girard, tout en introduisant des perspectives inédites sur les pratiques de gouvernement.

Laurent VALLIERE

*

Antoine FIGHIERA, *Nice et son comté, 1590-1680*. Tome I, *Témoignages, récits et mémoires*. Tome II, *De Nice, son comtat et terres adjacentes. L'Histoire naturelle et morale depuis le commencement du monde jusqu'à présent: 1638*. Texte traduit de l'italien et annoté par Hervé Barelli d'après le manuscrit original, *Paesi per provincia, provincia di Nizza, mazzo 65, fascicule 7*, présenté par Hervé Barelli, Régis Bertrand, Pierre-Yves Beurepaire, Silvia Marzagalli et Marc Bouiron. Nice, Mémoires millénaires éd., 2012, 539 + 357 p. (Coll. *Nice et son Comté, témoignages, récits et mémoires*).

Après l'*Histoire des Alpes-Maritimes* de Pierre Gioffredo et *Nice et son Comté, 1200-1580*, les éditions niçoises « Mémoires millénaires » viennent de publier deux nouveaux volumes, le premier réunissant plus d'une quinzaine de textes relatifs à l'histoire de Nice et du Comté de 1585 à 1682 et le second donnant la première traduction française de *L'Histoire naturelle et morale* d'Antoine Fighiera.

La plupart des documents rassemblés dans le premier tome correspondent à des œuvres anonymes restées le plus souvent manuscrites, à côté de quelques extraits d'ouvrages imprimés dues à des auteurs en général peu connus, exception faite de Giovanni Botero, le théoricien de la raison d'État, vers la fin du XVI^e siècle. Présentés par les meilleurs connaisseurs de l'histoire du Comté, notamment par Hervé Barelli et Marc Bouiron, ils sont traduits en français moderne, de même que *L'Histoire naturelle et morale de la ville et du Comtat de Nice* d'Antoine Fighiera, correspondant au second tome, ce qui rend l'ensemble accessible à un large public, tandis qu'un index des noms de lieux et de personnes offre aux chercheurs un très précieux instrument de travail.

Certes, ces documents appartiennent à différents genres. Textes en majorité de prose¹, ils relatent dans plus d'un cas des événements précis scandant la vie niçoise,

1. Dans ce recueil figurent quelques poèmes, par exemple, la chanson sur la mort du comte de Beuil par le marquis de Dogliani (t. I, p. 217-227) et *L'Hommage du Paillon* de Jules Torrini, dont les 308 alexandrins nissarts et les 140 vers environ italiens sont traduits par R. Gasiglia (t. I, p. 247-291).

principalement, les baptêmes, les mariages, les couronnements des princes et leurs entrées solennelles, ainsi que celles de grands personnages. Tous donnent lieu à des fêtes, telle celle organisée, en juin 1585, pour l'entrée de Charles-Emmanuel I^{er} et de Catherine d'Autriche après leurs noces célébrées trois mois plus tôt à Saragosse (t. I, p. 19-41). Parfois, ces documents correspondent à des annales, à l'instar de la *Memorie delle cose notabili occorse dall'anno 1589 sino al presente*, consignnant les faits marquants de l'histoire de Nice et, dans une moindre mesure, de celle du vaste espace compris de Gênes aux confins orientaux de la Provence, de 1589 à 1606 et de 1638 à 1667 (t. I, p. 43-81)². Rares sont en revanche les descriptions géographiques, comme celle du comté de Nice en 1607 par G. Botero (t. I, p. 165-172) ou les analyses économiques mêlées de considérations politiques, dont le mémoire de Pietro Arduzzi sur les « controverses faites au sujet de la nouvelle route à faire qui doit passer au centre du comtat de Nice... » est un bon exemple (t. I, p. 231-246).

Malgré la place importante occupée par les récits d'événements marquants de la vie du Comté et surtout de celle de sa capitale, quelques textes permettent de mieux saisir le sens de l'évolution générale des relations entre Nice et Turin. Comme le note Blythe Alice Raviola, de l'Université de Turin, en conclusion de son étude du discours d'Honoré Pastorelli sur le monastère Sainte-Claire de Nice, « tout en célébrant des cultes locaux, la ville et le comtat, comme le reste des États de Savoie, étaient destinés à appartenir toujours plus à un État moderne de forme supra-régionale » (t. I, p. 189).

Si la majorité des textes se rapporte à l'histoire politique, les autres aspects de la vie du Comté et de sa capitale ne sont pas pour autant absents : les épidémies, notamment la peste, par exemple, celles de 1581 (t. I, p. 201) et de 1631 (t. II, p. 338-339), les catastrophes naturelles, comme le tremblement de terre de 1619 (t. II, p. 16). Au détour d'une page, ce sont les dangers de la navigation en Méditerranée qui sont rappelés. Ainsi, par exemple, à la date du 10 novembre 1613, un auteur anonyme note dans son Journal : « ... La mer se gonfla tant qu'elle brisa et fracassa complètement 6 galères de Naples (...) alors qu'elles se rendaient en Espagne... » (t. I, p. 123) et à la date du 27 novembre 1650, il marque que « l'évêque a maudit les dauphins au-dessus des flots » (t. I, p. 161). Plus généralement, la plupart de ces récits témoignent de la profonde religiosité baroque qui imprègne alors la société du Comtat (cf. Régis Bertrand, t. II, p. 334). Il n'y a pas de fêtes civiles sans cérémonies religieuses. Plus profondément, la majorité des Nissards ont conscience de vivre sous le regard de Dieu, tout puissant comme l'exprime Antoine Fighiera : « Dieu seul sait comment les choses vont », avant d'ajouter, « Soutenu par la Sainte Église, Dieu le voudra et parce qu'il est omni présent, le pourra, si nos péchés ne l'empêchent pas et n'entravent pas notre besoin de toujours nous exercer à la vertu » (t. II, p. 336).

Sources d'informations précises sans être toujours sûres, ces documents peuvent aussi être lus dans une perspective historiographique plus générale. La majorité, et de loin, fait la part belle à la fable et aux légendes. L'un « des Niçois les plus instruits de son temps, gradué des facultés, sénateur et conseiller d'État », selon Régis Bertrand (t. II, p. 11), Antoine Fighiera, lui-même, n'y échappe pas. Pourtant, celui-ci et quelques autres auteurs témoignent de la prise de conscience progressive de la nécessité de les passer au crible, tel Honoré Pastorelli qu'H. Barelli considère comme « un pionnier » (t. I, p. 177). Malgré « sa brièveté, ses erreurs et ses partis pris », son Discours

2. Voir aussi, le *Mémoire* anonyme relatif aux années 1590 - 1657, publié par H. Barelli (t. I, p. 93-163).

sur le monastère Sainte-Claire de Nice est « pour la première fois dans l'histoire (...) un récit argumenté, structuré et cohérent du long passé niçois », nourri notamment par des informations puisées dans les archives municipales. De même, à son tour, Antoine Fighiera indique fréquemment les sources qu'il utilise tout en faisant appel à ses souvenirs personnels pour les années récentes, ce qui donne alors à son œuvre l'apparence d'un livre de raison.

Ces deux volumes sont d'une très grande richesse d'autant que les sources iconographiques et épigraphiques y trouvent aussi leur place. D'une part, après avoir brossé un tableau de « Nice au XVII^e siècle » (t. I, p. 9-17), H. Barelli et M. Bouiron présentent la *Vue de Nice* de G.-L. Balduino en 1610 (t. I, p. 209-215) et le célèbre plan de la ville de Nice extrait du *Theatrum Sabaudiae*, publié en 1682 (t. I, p. 499-504), ce qui permet de prendre la mesure des transformations urbaines importantes de la capitale du Comté au cours du XVII^e siècle malgré l'absence « de projet global d'organisation de l'espace » (t. I, p. 499-504). D'autre part, grâce à M. Bouiron, S. Morabito et É. Guilloteau, figure « une partie inédite d'un atlas militaire de Charles-Emmanuel I^{er}, contenant de nombreuses inscriptions romaines trouvées à Nice » et près de Nice avec une « analyse épigraphique et archéologique détaillée » (t. I, p. 469-495) qui précise et enrichit les deux derniers recueils d'inscriptions latines, celui de Stéphane Morabito, *Inscriptions latines des Alpes maritimes* (Nice, 2010) et celui de Laurence Lautier *et al.*, correspondant au volume 6 de la prestigieuse collection de la *Carte archéologique de la Gaule* (t. I, p. 469-495).

Ici, par petites touches, là, par grands pans, ces deux volumes contribuent sans aucun doute à une meilleure connaissance du Comté de Nice de la fin du XVI^e siècle à la fin du XVII^e siècle. Leur lecture est indispensable pour tous ceux qui, à des titres différents, sont curieux de son histoire.

Henri MICHEL

*

Marie-Hélène FROESCHLÉ-CHOPARD (dir), *Saint-Vallier de They, autrefois. La primauté de la « petite patrie »*. Nice, Serre, 2013, 302 p., 146 ill.

L'association Histoire et culture en pays de Haute Siagne, qui a déjà patronné 7 ouvrages consacrés à cette région, propose avec ce livre une histoire totale d'un petit village situé au centre de la viguerie de Grasse, dans une zone montagneuse, étudié dans la longue durée par une équipe de cinq auteurs.

Une première partie est consacrée au cadre villageois. Les documents médiévaux sont en petit nombre, mais ils permettent de voir que ce territoire était alors occupé par deux *castra*, Saint-Vallier, morcelé entre plusieurs seigneurs, et La Motte qui passent l'un et l'autre dans le patrimoine de l'évêque d'Antibes, et qui, à partir de 1242, font partie des seigneuries de la mense épiscopale que le prélat abandonne à son chapitre. Quelques éléments du bâti donnent une idée de l'enceinte qui entourait le village médiéval, mais surtout des remparts édifiés au XVI^e siècle. C'est alors, en effet, que le village se repeuple après la période troublée du bas Moyen Âge. Cette forte croissance se reflète dans le tracé des rues et les agrandissements de l'église. L'apogée du développement de Saint-Vallier se situe au milieu du XVII^e siècle, moment où l'on

rajoute une travée à l'église et où de nouvelles chapelles sont édifiées ou transformées. Une bonne documentation, bien exploitée et étayée de nombreux graphiques, permet d'approfondir l'approche démographique par l'étude des baptêmes, mariages et décès tout au long du XVIII^e siècle. Cette première partie s'achève par une présentation des routes et chemins qui innervent la localité, fondée sur l'analyse de cartes anciennes. Intitulée « Les travaux et les jours », une seconde partie présente l'économie et la société du village. Une bonne série de réaffouagements jalonnant le XVI^e et le XVII^e siècle permet d'effectuer une pesée globale de la capacité financière du village et de le situer par rapport aux autres agglomérations de la partie montagnaise de la viguerie de Grasse. Du troisième rang à la fin du XVI^e, elle passe à la première place en 1698 et la croissance du XVIII^e siècle la situe même au niveau de Biot et Vallauris dans le bas pays grassois. Les réaffouagements de 1728-9 et 1774 attestent d'un appauvrissement qui touche Saint-Vallier comme les autres villages de la montagne grassoise, accompagné d'un fort dépeuplement. Entrant plus en détail dans l'analyse de la documentation sur les paysages et les cultures, on suit l'inexorable progression des terres cultivées encloses au détriment de la terre gaste, même si le quartier du Défens est ouvert en hiver aux troupeaux. À partir du XVIII^e siècle se dessine un mouvement de dépeuplement et d'abandon d'habitats que l'on retrouve d'ailleurs dans la plupart des villages de la montagne grassoise. Le croisement des informations tirées des sources écrites et, en particulier, des cadastres et des cartes du XVIII^e siècle permet la reconstitution du paysage agraire. Les terres labourables qui occupent la plus grande partie du sol permettent à Saint-Vallier d'être jusqu'au début du XIX^e siècle un gros producteur de blé dont un peu moins de la moitié de la production est exportée. Bien pourvu en herbages, le village est aussi propice à l'élevage, essentiellement ovin. Aux troupeaux des habitants s'ajoute le bétail du chapitre de Grasse et de plusieurs villages voisins, d'autant qu'en tant que seigneurs les chanoines louent les herbages du terroir. Comme souvent en Provence cet usage fait l'objet de contestations. Bien placé sur les routes de transhumance, le village tire profit du droit levé sur le passage des troupeaux. Une troisième partie est consacrée à « la communauté d'habitants ». Bénéficiaire d'un privilège de 1181, elle n'apparaît en pleine lumière documentaire qu'au début du XVI^e siècle au travers des conflits qui l'opposent au chapitre de Grasse, illustrés notamment par la publication d'une transaction de 1527. L'étude de l'organisation communale et de son fonctionnement n'est possible qu'à partir de 1743 au travers d'une série continue de registres de délibérations. Un bon développement illustré de graphiques est consacré aux finances communales, aux différentes formes d'imposition, aux modalités de leur collecte et aux fermes. Le livre se clôt sur la vie religieuse du village: « Une religion de recours et de piété ». M-H Froeschlé la présente en trois chapitres. Une religion de recours, dominée par le culte de saints protecteurs qui donnent leurs noms aux nombreuses chapelles du terroir édifiées pour la plupart aux XV^e-XVI^e siècles sur les chemins qui partent du village, dont certaines sont un lieu de pèlerinages souvent accompagnés de divertissements profanes. Contre-Réforme et Baroque, qui expriment la réaffirmation des dogmes de l'Église et engendrent une nouvelle spiritualité qui est à l'arrière-plan de la création d'une confrérie de pénitents en 1605, suivie dans la seconde moitié du XVII^e siècle par les confréries du Rosaire, du Saint-Sacrement, de saint Joseph et, à l'orée du XVIII^e siècle des Âmes du purgatoire. Ces nouvelles dévotions enrichissent l'église de nouveaux retables, minutieusement décrits et finement analysés. La confrérie du Saint-Esprit mérite un chapitre à part, en raison de la

richesse de la documentation conservée et de son ancienneté. Bien qu'attestée seulement au début du XVII^e siècle, elle doit être rattachée à l'ensemble de ces confréries connues en Provence dès la fin du XII^e siècle. Comme celles que l'on connaît dans ce pays au bas Moyen Âge, elle coïncide avec la communauté d'habitants. Les consuls en sont recteurs et elle vient au secours des finances municipales en cas de difficulté. Elle prolonge la tradition du repas communautaire de Pentecôte par une aumône de blé faite ce jour-là à tous les habitants, ce que révèlent deux actes de 1641. À partir des dernières années du XVII^e siècle, elle est davantage soumise au contrôle de l'évêque. En 1728, les recteurs de la confrérie créent un hôpital, répondant ainsi au souhait de l'évêque. Toutefois à la veille de la Révolution cet hôpital continue à être désigné comme confrérie du Saint-Esprit.

On aimerait disposer pour d'autres villages provençaux de monographies de cette qualité bénéficiant d'une illustration abondante (graphiques, reproduction de cartes anciennes, photographies de monuments, de tableaux et de documents).

Une seule réserve: le « Autrefois » du titre est à géométrie variable: certains chapitres s'arrêtent à la veille de la Révolution, d'autres vont jusqu'aux premières décennies du XIX^e siècle.

Noël COULET

*

Judith AZIZA, *Soigner et être soigné sous l'ancien régime; L'Hôtel-Dieu de Marseille aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Presses universitaires de Provence, Aix, 2013. 1 vol. 385 p.

Une longue fréquentation des archives hospitalières conservées aux archives départementales des Bouches-du-Rhône nous a persuadé de l'intérêt de ces documents, gérés avec soin et très révélateurs de la vie d'établissements souvent méconnus. Deux préjugés tenaces s'attachent à l'histoire des hôpitaux de l'Ancien Régime: ils n'auraient été que des asiles destinés à secourir toutes sortes d'infortunes, et leur financement et leur gestion auraient été des œuvres d'église.

Le bel ouvrage de mademoiselle Aziza, thèse dirigée par l'excellent connaisseur de Marseille qu'est le professeur Régis Bertrand, auteur de la préface, vient corriger ces idées reçues et bien au-delà, à travers les indications précises relevées avec une méticulosité sans faille, évoquer la vie quotidienne à l'époque classique.

L'auteur, en effet, ne s'est pas bornée à consulter le fonds des archives de l'Hôtel-Dieu, si vaste soit-il; de très larges lectures lui ont permis des incursions dans d'autres fonds de divers hôpitaux du royaume et dans l'histoire de l'époque. Elle s'est proposé d'étudier d'une part le fonctionnement et la gestion de l'Hôtel-Dieu – hôpital qui a réuni à l'aube du XVII^e siècle deux anciens établissements marseillais –, le personnel qui y était attaché, et d'autre part le peuple des hospitalisés, ses maux et les remèdes qui leur étaient appliqués. C'était là un projet gigantesque et mademoiselle Aziza l'a mené à bien, ce dont il convient de la féliciter.

Grâce à elle, le lecteur apprend que les responsables de l'hôpital sont les recteurs, laïcs issus de la société aisée, qui n'épargnent ni leur temps ni leur argent et manifestent un grand souci du bon fonctionnement de l'établissement. Ils engagent le personnel, également laïc; ce n'est qu'exceptionnellement que des religieuses sont employées,

très temporairement, au début du XVIII^e siècle. Finances, bâtiments et gestion générale retiennent toute leur attention, de même que le corps médical et paramédical. Nommés par le conseil municipal, médecins et chirurgiens sont soumis à la vigilance des recteurs qui, à maintes reprises, obtiennent des échevins des augmentations de leur nombre et des améliorations de leur service. On voit se mettre en place une véritable organisation sanitaire dans laquelle se discernent les prémices de l'enseignement médical, avec médecin-chef, chirurgien gagnant maîtrise, apothicaire gagnant maîtrise, personnel de service – infirmiers et domestiques –. L'Hôtel-Dieu est donc bien, dès l'origine, un véritable lieu de soins et de formation médicale.

Très original et très difficile à cerner, vu la rareté de sources précises et exploitables, est le tableau des diverses affections dont souffrent les malades ; l'auteur s'est aventurée avec succès dans ce véritable historique de la médecine de l'époque. De multiples comparaisons puisées dans de vastes lectures lui permettent de montrer que la vigilance des recteurs assurait aux malades de l'Hôtel-Dieu des soins parmi les meilleurs de leur temps.

Foisonnant de mille détails précis et référencés, l'ouvrage est une véritable somme non seulement sur l'hôpital dont elle a exploré les papiers, mais bien au-delà, sur l'histoire de la médecine et la société marseillaise aux XVII^e et XVIII^e siècles.

À l'heure où les bâtiments conçus par Mansart de Sagonne, tant de fois remaniés, si longtemps principal centre de soins de la cité, servent désormais de cadre à un palace, il était particulièrement opportun de rappeler ce qu'a été l'Hôtel-Dieu sous l'Ancien Régime.

Madeleine VILLARD

*

Henri MICHEL, *Une enfance provençale au temps de la Première Guerre mondiale. Vidauban dans la mémoire d'un historien*. Texte présenté par Jean-Marie Guillon avec la collaboration d'Alain Droguet, Forcalquier, C'est-à-dire éditions, 2012, 416 p.

Le flot éditorial de qualité diverse qui sera associé à la commémoration du centenaire du début du premier conflit mondial ne saurait faire passer sous silence le remarquable texte d'Henri Michel que présente – qui mieux que lui pouvait le faire ? – Jean-Marie Guillon (Aix-Marseille Université) avec la collaboration d'Alain Droguet (Archives départementales du Var). Certes, le nom d'Henri Michel (1907-1986) est associé à celui de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, à la fondation (1950) de la *Revue d'histoire de la 2^e guerre mondiale* et à la création (1951) du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale devenu, en 1967, Comité international d'histoire de la Seconde Guerre mondiale ; il est également associé, même si la chose est moins connue, à la réalisation avec Alain Resnais du film *Nuit et Brouillard* (1956).

Pourtant, en rédigeant à la fin de sa vie ses souvenirs d'enfance, Henri Michel, « historien par excellence de la Seconde Guerre mondiale », décrit Vidauban (Var), son « village » natal, au début du XX^e siècle et particulièrement au temps de la Première Guerre mondiale. Si le destin du « village » et celui du jeune garçon paraissent intimement liés, la description des travaux et des jours, délicatement raccrochée à l'histoire générale, vaut pour la plupart des bourgades de la France méridionale. Au vrai, ce sont

la société provençale dans son ensemble et la Grande Guerre qui sont placées sous le regard d'un « historien de notoriété internationale », dont l'itinéraire est retracé en avant-propos par un de ses élèves à savoir Jean-Marie Guillon.

Henri Michel qui commence son récit à l'âge de neuf ans « car avant dominant la confusion, les murmures et les balbutiements », n'ignore pas qu'« évoquer ses souvenirs, surtout les lointains, ceux de son enfance, c'est tenter de faire émerger un continent englouti dans un océan d'oubli ; tentative rarement totalement réussie, peut-être impossible, mais jamais vaine » (p. 12-13). Les pages retrouvées et désormais publiées démontrent la nécessité de pareille publication. Le manuscrit de cette enfance provençale, retrouvé par les enfants d'Henri Michel plusieurs années après le décès de leur père, a été confié à Jean-Marie Guillon, puis donné aux Archives départementales du Var. L'ouvrage qui en a été réalisé, fort de plus de 400 pages, comprend des illustrations (dans un cahier au cœur du texte, p. 159-190, et à la fin de celui-ci p. 361-390), des documents en annexes (poème, chansons évoquées par l'auteur et liste détaillée des 91 « Morts pour la France » de Vidauban) ainsi qu'une brève orientation bibliographique.

Le récit d'Henri Michel est accompagné de notes rédigées par J.-M. Guillon et A. Droguet, placées en marge du texte mais en rien marginales, qui apportent d'utiles précisions et des références au lecteur sur ce monde que nous avons perdu et qui ne sont en rien le commentaire d'un texte qui se suffit à lui-même.

Les pages rassemblées, dont on retiendra les qualités d'écriture et le fourmillement de détails de la vie quotidienne, s'articulent autour de quatre temps, de la sortie de l'enfance de leur auteur à son entrée dans l'âge adulte. « Mon village à la veille de la guerre », qui ouvre ces mémoires (p. 17-78), en est à la fois la toile de fond et le fil conducteur. Il est décrit de l'intérieur par un de ses acteurs qui sait conserver le recul critique de l'historien sans gommer la fraîcheur des propos et la finesse du portrait de groupe d'une société semi-rurale de Basse-Provence, à la fois égalitaire et stratifiée, placée sans cesse sous le regard des autres ; l'auteur analyse dans cette communauté villageoise le groupe des modestes paysans-artisans-commerçants, aux activités souvent imbriquées, auquel il appartient et qui a participé, à Vidauban comme en d'autres localités provençales, à la mise en place de la *République au village* décrite jadis par Maurice Agulhon. Henri Michel dissèque la famille provençale, dépeint la « maison du père », rappelle les valeurs consacrées - moralité, travail, économie, pudeur - si éloignées des caricatures habituelles accolées aux Provençaux. Il évoque les joies et les peines, les fêtes et les jeux (boules, ballon ou « rigole-barril », p. 126) sans omettre l'école avec ses instituteurs et institutrices, attachés à la promotion sociale par l'instruction, qui réussiront à convaincre les parents du jeune Michel de le laisser partir au collège de Draguignan ; un établissement, moins accueillant que l'école de Vidauban, « à la silhouette pesante, sombre et massive d'une caserne, ceinturé de hauts murs comme une forteresse ou une prison » (p. 197).

À la description de la société villageoise, le récit ajoute un deuxième volet façonné par la guerre de 1914-1918. Celui qui avait « dix ans en 1914 »¹ (p. 79-190) parvient à rendre compte, par petites touches concrètes, de la vie de tous les jours, des transformations sociales, mentales, économiques et politiques qui traversent la communauté villageoise entre la mobilisation, vécue sans enthousiasme sinon avec

1. Né en 1907, il a donc 7 ans en 1914 ; aussi par « Dix ans en 1914 » entendons qu'il a une « dizaine d'années » pendant la Première Guerre mondiale.

quelque rancœur – les Provençaux partent, les Italiens restent (p. 84) – et le soulagement provoqué, cinquante-trois mois plus tard, par l'armistice.

Néanmoins, le jeune Henri Michel vibre, comme ses camarades de classe, aux exploits des soldats connus par divers canaux d'information et fortifiés par les lectures recommandées par certains enseignants, à l'instar de cette *Histoire des grandes batailles* dont il avoue avoir fait ses délices (p. 264). À Vidauban comme ailleurs en France, l'école est une « chaudière où le patriotisme bouillonnait sans arrêt », contribuant à pénétrer l'enfant d'une « sainte haine » ; Henri Michel relate avec humour « l'espionnite » du moment lorsqu'il narre son entreprise menée avec un camarade de classe pour démasquer un suspect dans le village. D'une manière générale, la ferveur patriotique, entretenue « du collège à l'armistice » (p. 191-288), n'est sans doute pas étrangère aux engagements politiques qui seront ceux de l'auteur quelques années plus tard.

Au fil des mois de « cette guerre, qui apparaissait à tous comme une affaire affreuse et lointaine » (p. 84), Henri Michel montre comment le doute s'est progressivement insinué et installé dans son village : l'arrivée des réfugiés, l'annonce des premières victimes et son « rituel municipal », les familles accablées, les réactions des permissionnaires, le rapatriement des corps et la résignation générale. Au reste, le remplacement des hommes mobilisés par des femmes, la découverte d'autres horizons par les poilus éparpillés sur les divers fronts de France et des Balkans, le passage de troupes coloniales, la contestation de l'autorité du père par des adolescents « bons pour le service » et les troubles monétaires participent, dans des registres différents, aux futures transformations générales, aux ruptures de l'après-guerre qui font découvrir – en dernière partie de ce récit foisonnant – « un autre village » (p. 289-360).

« L'éclatement d'un monde » (Jay Winter) se traduit à Vidauban, mais aussi en nombre de semblables localités, par la disparition de certaines activités traditionnelles, par l'adaptation de l'agriculture à de nouvelles conditions et par des tensions inédites comme celles que traverse la cave coopérative locale. La mobilité villageoise paraît plus forte grâce au développement des transports et à l'usage de l'automobile, mais aller à Toulon ou Marseille demeure exceptionnel comme le rappelle le jeune Henri Michel qui découvre alors d'autres loisirs, notamment le cinéma qu'il retrouvera ultérieurement à diverses reprises. Cependant, « avec le temps, la guerre qui avait uni tout le monde dans la douleur et dans l'espérance, était reconsidérée avec davantage d'esprit critique » (p. 358). Les rapports de force politiques sont modifiés à Vidauban comme dans les bourgades voisines. Le pouvoir dans le village républicain, qui était dominé avant guerre par les notables locaux, est contesté par des sections socialistes où émergent de nouvelles élites qui se hissent aux responsabilités, débordées à leur tour par les « révoltés de la guerre » regroupés dans les premières cellules communistes. « L'unité du village [*tout au moins celle perçue par le jeune garçon*] appartenait au passé ». Alors que les camarades de promotion d'Henri Michel maudissent la guerre, « mère de toutes les calamités », et que « les instituteurs qui ont inculqué le patriotisme se muent en combattants de la paix » (p. 358-359), autrement dit que l'antimilitarisme et le pacifisme se répandent dans la société, le jeune Henri Michel quitte son village au début des années 1920 pour suivre des études supérieures et par là un autre destin. En quelques très fortes lignes faites de simples observations, celui qui se sent désormais si « différent de ses autres camarades de l'école primaire » décrit sa

séparation avec son village, sa rupture avec ses anciens camarades : « notre gêne à tous était évidente : nous n'appartenions plus au même monde » (p. 359).

Henri Michel fait montre au terme de son récit d'une « tendresse nostalgique » doublée d'une profonde lucidité dans la perception et l'analyse d'un monde qui vacille, bascule et devient autre. Ce texte, dont nous n'avons fait qu'effleurer l'extrême richesse, intéressera assurément les historiens, sociologues et anthropologues – qui feront leur miel en lisant notamment « comment les habitants de Vidauban ressentaient leur identité collective » (p. 55-59) – et passionnera plus généralement tous ceux qui sont attachés à l'histoire de la Provence. On ne peut que se réjouir de la publication, dans une excellente présentation, de ce texte d'un enfant de Vidauban devenu historien de métier.

Gilbert BUTI

*

D. M. G SUTHERLAND, *Murder in Aubagne. Lynching, law and justice during the French Revolution*. Cambridge University Press, 2009, XVII-316 pages.

Parti d'un de ces faits divers sanglants dont les dernières années de la Révolution ne sont pas avares le professeur Sutherland a été amené à reconstituer la trame des événements qui ont conduit à une série d'assassinats dénoncée par les contemporains : la période révolutionnaire à Aubagne. Cette démarche étroitement historique l'a conduit à proposer une interprétation de la violence de cette époque à Aubagne mais aussi en Provence.

L'organisation générale de l'ouvrage repose sur trois piliers.

1/ Les insatisfactions préévolutionnaires (particulièrement : le régime féodal, la fiscalité, et la domination de ceux qu'en général on appelait « les plus apparents »), qui transcendent les différences de classe, s'expriment dans les cahiers de doléances comme dans les urnes (avec les victoires jacobines de novembre 1791 et juin 1792) et conduiront à la défense par tous les moyens (légaux) de l'égalité finalement conquise.

2/ La défense de cette égalité, compliquée par la crise des subsistances de l'hiver 1792-93, intègre la vie politique locale aux événements provençaux de 1793 dont les contrecoups se font sentir à Aubagne (mise en place de l'ordre nouveau, crise marseillaise, brève expérience fédéraliste locale et épisode terroriste de 1793-95).

3/ La crise contre-terroriste de 1795-1797.

On part d'une analyse fouillée de la société aubagnaise, sa composition socio-professionnelle (relativement ouverte), de la répartition des revenus (assez équilibrée) et aussi, chose assez nouvelle, de la place de l'endettement (examiné sous l'angle des prêteurs). Elle s'achève par un coup de projecteur sur les clivages politiques ou plutôt certaines de leurs caractéristiques sociales : entre les deux groupes qui vont s'affronter n'apparaît aucun lien, sinon, peut-être, une certaine forme de dépendance par le biais de l'endettement. Dès les premiers jours existaient donc deux groupes qui vont se disputer le pouvoir, les futurs « jacobins » apparaissant comme généralement issus des catégories les plus modestes.

La spirale de la violence commence lorsque les premières conquêtes fondamentales de la Révolution paraissent menacées alors que l'hiver de 1792-1793 ouvre un cycle de grandes difficultés pour la population. La réponse jacobine à Aubagne est initialement purement locale, sans originalité par rapport à ce que l'on peut avoir ailleurs (une violence « légale »), mais elle se conjugue avec les événements marseillais et provençaux qui vont intégrer la ville à l'histoire générale de la Révolution dans une étroite interaction, jusqu'au basculement dans la violence « blanche » qui trouverait sa source dans une « culture » provençale de la justice sommaire et de la vengeance légitime. La violence aubagnaise serait donc le mode de rapport imposé par les circonstances et qui, pour l'auteur, participerait, dans ses modalités finales d'un comportement général au monde méditerranéen caractérisé par la « justice » populaire expéditive (« lynching ») et la loi du silence, toutes choses que l'on trouve dans la longue enquête menée autour de l'affaire d'Aubagne. On se demandera si l'on peut mettre sur le même plan le lynchage et la « justice » codifiée des organismes institutionnalisés, même ultrapolitisés, mais légalement mis en place par les dirigeants jacobins : ils n'ont de commun que leur objectif général, l'ordre, mais l'ordre est susceptible de multiples définitions.

Une piste n'a pas fait l'objet d'une tentative d'exploration, semble-t-il : celle de possibles conflits personnels entre telle ou telle des victimes et tel ou tel des bourreaux. Cette recherche est en partie possible, sans garantie de résultat mais avec la certitude de longs et fastidieux dépouillements, lorsque l'on dispose de l'identité des parties en présence, ce qui est le cas ici.

La réflexion générale de l'auteur autour de la violence politique dans le secteur méditerranéen, peut ne pas emporter l'adhésion des spécialistes, comme le fait remarquer Timothy Tackett sur la jaquette de la couverture, mais pour les férus d'histoire provençale cela n'a guère d'importance.

Les points de vue des trois historiens anglo-saxons (les professeurs Doyle, Bell et Tackett) rapportés sur la jaquette du livre paraissent pleinement justifiés : « Murder in Aubagne » est une très solide étude des mécanismes et des engrenages de la violence politique à l'époque de la Révolution.

Marcel F.-X. EMMANUELLI